



# L'EURO, L'UNION EUROPÉENNE, LA FRANCE DOIT-ELLE « Y RESTER » OU BIEN EN SORTIR ?

*Le peuple français doit au plus tôt pouvoir se prononcer sur le maintien ou non de la France dans la zone euro et dans l'U.E.*

En 1992, les promoteurs du Traité de Maastricht et de la monnaie unique promettaient aux Français le plein emploi, le progrès, la démocratie et la fraternité entre les peuples. **L'expérience a démenti toutes ces promesses ; en effet,**

**la zone euro est synonyme de récession, de casse du tissu industriel et agricole, de chômage massif, d'extension de la pauvreté et de la précarité ;** «

*l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* » prescrite par l'U.E. aide les forces d'argent à démolir le *produire en France*, à comprimer les salaires, les services publics et la protection sociale.

• **L'euro asservit les pays de l'est et du sud de l'Europe à l'économie allemande et à l'économie des U.S.A., dont la France devient un appendice.**

• **La souveraineté du peuple français, qui a refusé la constitution européenne, alias « Traité de Lisbonne », est bafouée ;** les partis pro-Maastricht qui se succèdent au pouvoir exécutent la feuille de route destructive édictée par la Commission de Bruxelles, la Banque de Francfort et le patronat français.

• **En France et ailleurs, les dégâts sociaux et liberticides ainsi que les frustrations engendrées par la «**

**construction » européenne nourrissent l'extrême droite, la xénophobie, le racisme, le fascisme et la haine.** Soutenus par l' O.T.A.N., à laquelle l' U.E. est étroitement liée, des nostalgiques du Troisième Reich relèvent la tête de l'Ukraine aux Pays baltes, provoquant la Russie et jouant avec la paix mondiale. Sous la direction de l'OTAN, de l'UE et des USA, le pays est engagé par les gouvernants successifs dans des guerres coloniales en Libye, en Afrique subsaharienne et en Syrie.

• **En fait de diversité culturelle l'«Oncle Sam se sert de l' U.E., en passe de se muer en « Grand Marché Transatlantique », pour imposer son idéologie, sa langue et sa sous-culture.**

• **Les euro-régions et les « métropoles » menacent les communes et la « République laïque, une et indivisible » héritée de notre histoire.**

Bref, **la France issue de la Révolution et du Conseil national de la Résistance se dissout rapidement dans le bain d'acide d'une U.E. dominée par le capital financier.**

La dictature de l' U.E. sur la Grèce, mais aussi le traitement humiliant infligé à l'Europe du sud et de l'est, prouve que l' « **Europe sociale** » est impossible dans le

cadre de l' U.E., entièrement au service des plus riches et des plus puissants. **Il faut donc que la France sorte de l' U.E. et de l'euro pour permettre au peuple de reconstruire sa souveraineté, de remettre le monde du travail au cœur de la nation, d'organiser la coopération entre Etats souverains en Europe et hors d'Europe.** Le peuple Français peut relever ce grand défi s'il reprend son destin en main sur des bases progressistes et républicaines.

Dans cette perspective, le peuple français doit au plus tôt pouvoir se prononcer sur le maintien ou non de la France dans la zone euro et dans l' U.E.

**Pour cela, il faut qu'un référendum soit rapidement organisé sur ces deux questions vitales et intimement liées :**

« **La France doit-elle rester dans la zone euro ?** » – « **La France doit-elle rester dans l'Union européenne ?** ».

Si le verdict populaire était contourné comme le fut scandaleusement le Non populaire de mai 2005 à la Constitution européenne, notre peuple devrait en tirer les conséquences pratiques en intervenant par tous les moyens possibles et en refusant toute légitimité à ceux qui auraient à nouveau violé sa souveraineté.



# Pôle de Renaissance Communiste en France

décembre 2015

www.initiative-communiste.fr

## Etat d'urgence pour le monde du travail !

Face au mépris des actionnaires d'*Air-France* et de Valls-MEDEF, face à l'U.E. qui détruit le *produire en France*, les services publics et la souveraineté du pays, **les ouvriers d'Air-France ont répondu « coup pour coup ».** Aussitôt, du PS à l'UMP en passant par les grands médias et par le FN (M. Collard a traité les cégétistes de « gens bornés »), ceux qui ne disent jamais rien contre les « plans sociaux » et contre les délocalisations, ceux qui se fichent de la pauvreté, de la précarité et de l'énorme violence de classe endurée par les travailleurs, ont traité de « voyous » les ouvriers en légitime défense !

**A l'inverse, le PRCF est totalement solidaire des travailleurs en lutte.** Car le temps des concessions aux casseurs de France et d'acquis sociaux est révolu. Assez de ce « dialogue social » bidon où le MEDEF, Valls et la CFDT « négocient » pour casser le CDI, les statuts, la Sécu, les retraites, le code du travail ! Basta du baratin du PS, mais aussi des états-majors du Front de gauche, des Verts et de la Confédération européenne des syndicats qui promettent l'« Europe sociale », comme si l'U.E. pilotée par Berlin et par ses collabos « français » n'était pas conçue de A à Z pour détruire notre indépendance, liquider l'emploi productif et substituer le tout-anglais à la langue française en broyant la vie de millions d'honnêtes gens.

**Assez aussi de ces guerres et de ces ingérences** où nous entraînent les Sarko, Hollande et autres valets de l'Empire américain qui ont déstabilisé des pays entiers : *Irak, Ukraine, Libye, Syrie, Mali*, au risque de **déchaîner des monstres** (néonazis au pouvoir à Kiev, tueurs fanatiques de Daesh...), de provoquer la noyade de milliers d'enfants en Méditerranée... et de ruiner le contribuable français alors que Hollande, Sarko et Cie privent de moyens la Sécu,

l'Education nationale et les Hôpitaux publics...

Bien entendu, **les réseaux terroristes doivent être éradiqués sans faiblesse ;** mais **pas question de laisser amalgamer à ces monstres, produits ultimes de la déshumanisation mondiale, la masse des jeunes d'origine immigrée qui ne demandent qu'à vivre en paix ; pas question non plus, sous couvert d'« union sacrée », de laisser Valls-MEDEF massacrer nos acquis en réprimant l'action syndicale.** L'union du peuple de France se construit contre le capitalisme destructeur et autour des travailleurs en lutte, pas autour de Hollande, de Sarkozy et du MEDEF !

En réalité, **si la France reste dans l'UE du capital, elle y restera et nous avec !** En réalité, le *Parti Maastrichtien Unique* formé du PS, de l'ex-UMP et des Euro-Ecologistes (qui préfèrent l'Europe des Länder à la République une et indivisible) travaillent à dissoudre notre pays dans les *Etats-Unis capitalistes d'Europe* et dans le « Grand Marché transatlantique » cher à l'Oncle Sam !

Quant au FN, **il défend en réalité l'euro et l'UE !** Non contente d'attiser la xénophobie, Mme Le Pen vient en effet de déclarer que « si l'UE nous restitue notre souveraineté », alors il faudra y rester ; *oui ! Et si les crocodiles deviennent végétariens, on pourra même leur faire des chatouilles !* En réalité, le FN prône la *sortie concertée des 18 pays de l'euro-zone* (donc la souveraineté française attendra le feu vert d'Angela !) et **les experts frontistes s'interrogent désormais publiquement sur le recul de l'âge de la retraite...** que l'UE veut reporter à 67 ans ! En fait Mme Le Pen renie en douceur son discours pseudo-social et pseudo-national pour séduire ses vrais maîtres, les capitalistes, et obtenir

au second tour les voix UMP. **Après l'UMPS, c'est le tour de l'UM-Pen-S !** Quant aux naïfs qui auront voté FN, ils auront pour salaire la matraque antisyndicale et la guerre civile dans les cités ! Est-ce la guerre de religions que nous voulons pour notre pays ou, comme y travaille le PRCF, un *Front antifasciste, patriotique et populaire* (FRAPP) associant le drapeau tricolore au drapeau rouge des travailleurs ?

C'est pourquoi il faut **sortir la France de l'euro, de l'UE, de l'OTAN** pour battre le grand capital et mener une politique progressiste (nationalisations, planification industrielle et écologique, développement des services publics : école, santé, logements...), coopérations internationales avec tous les continents. **Non seulement la révolution sociale et le communisme restent d'actualité, mais ils sont le seul espoir de survie pour la France, la Terre et l'humanité** face aux méga-forces de mort déclenchées par le capital allié aux pires réactionnaires de la planète !

C'est pourquoi le PRCF fait **deux propositions unitaires** pour aider les travailleurs à contre-attaquer :

- *Appeler ensemble à un référendum permettant aux Français de se prononcer contre le maintien dans l'euro et l'UE (p. 4) ;*

- *intervenir ensemble le 2 décembre devant les préfetures et les chambres patronales pour soutenir les ouvriers d'Air-France sommés de comparaître devant un juge.*

*Pour le secrétariat politique du PRCF, Léon Landini, président, Georges Gastaud, secrétaire national, Jo Hernandez, commission Luttes*

Nom/Prénom	Ville adresse	Courriel signature

## REJOIGNEZ LE PRCF!

Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

CP: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux

# Luttes

Les luttes dans le pays ne faiblissent pas, c'est même le contraire face à la casse généralisée des salaires, des statuts et des conventions collectives, de l'emploi. Partout les salariés résistent, et la réaction ouvrière à l'indécente campagne contre les travailleurs d'Air France est un élément important de la période.

Aider à faire converger les luttes en faisant grandir la conscience qu'il est possible de gagner tous ensemble en même temps contre le pouvoir est une des tâches principales des communistes.

## Dialogue social ?

Le pouvoir lutte aussi avec les mots et utilise la nov'langue du « management » pour faire prendre des vessies pour des lanternes. Ainsi du « dialogue social » fétichisé par le Medef, le gouvernement et les organisations syndicales de complaisance.

Jugez-en plutôt : du président d'Air France faisant applaudir devant une assemblée de grands patrons les « pays où les grévistes sont en prison » au gouvernement imposant le passage en force d'accord rejeté par la majorité des salariés (PPCR dans le Fonction Publique, « accord » sur le temps de travail dans l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris), le dialogue social n'est possible dans le cadre de la soumission aux diktats patronaux. Ce que Juncker résumait au niveau européen : « il n'y a pas de démocratie hors de traités européens »...

## Collèges : la lutte continue

L'intersyndicale dans la lutte depuis le mois de mai contre le plan euro-gouvernemental de casse des collèges poursuit le mouvement : semaine d'actions dans les établissements du 23 au 27 novembre, tenue d'AG locales pour aller vers une nouvelle journée de grève.

## Transavia, low-cost d'Air France, 29 octobre 2015:

Les hôtesses et stewards de Transavia sont appelés à la grève les 7 et 8 novembre « contre la course à la précarisation » par le SNPNC-FO (syndicat minoritaire), une première dans la filiale low cost d'Air France. « Personne n'a jamais fait grève chez Transavia. On n'est pas des fous furieux, on le fait parce que l'on n'a pas le choix, on ne peut pas demander aux plus faibles de faire toujours plus, c'est injuste », a justifié auprès de l'AFP Grégoire Jacta, délégué du deuxième syndicat, représentant environ 30% des voix dans cette catégorie.

## Mouvement de grève chez Faurecia Theillay 30 octobre 2015 :

Hier, alors que les négociations du plan social se poursuivaient à la direction de Faurecia à Saint-Malo, près de 70 salariés du site de Theillay ont débrayé. Ils étaient une vingtaine le 21 octobre. Et la contestation pourrait continuer d'aller « crescendo », annonce la CGT, qui était à l'origine du mouvement.

## Tous ensemble et en même temps le 2 décembre : proposition du PRCF aux organisations ouvrières et démocratiques

Le 2 décembre, date de la comparution des syndicalistes d'Air France devant un juge, rassemblons-nous devant les préfectures et sous-préfectures pour dire tous ensemble et en même temps :

- non à la criminalisation de l'action sociale,
- non aux licenciements et aux délocalisations,
- non aux contre-réformes du MEDEF, du gouvernement Valls et de l'UE supranationale,

Comme il y a vingt ans, en décembre 1995, allons-y tous ensemble, en même temps et pour gagner !

# Migrants : un crime impérialiste.

Face aux crises migratoires provoquées par les ingérences impérialistes en Syrie, en Irak, au Soudan, en Libye, etc., il n'y aurait le choix qu'entre deux attitudes : celle de Merkel qui a déclaré qu'elle « prendrait tout le monde » ; et celle des Le Pen, Sarko et Cie qui traitent les malheureux qui fuient la guerre comme des « envahisseurs » en appelant en fait à les refouler impitoyablement.

Les communistes ne peuvent accepter cette alternative qui associe le cosmopolitisme *capitaliste* au nationalisme *xénophobe*. Nous ne pouvons cautionner une attitude raciste consistant à laisser se noyer en Méditerranée des milliers de personnes. Le **droit d'asile**, conquête de la Révolution française, doit être défendu contre le FN de même que nous défendons toujours, au nom de la solidarité ouvrière, tout travailleur menacé d'expulsion. Souvenons-nous des *Franco-Tireurs et Partisans de la Main-d'œuvre Immigrée*, étrangers et patriotes français pendant la seconde guerre mondiale !

Pour autant nous ne bêlerons pas avec les gauchistes qui défendent le « droit » pour chacun de s'installer n'importe où. Cette conséquence de « l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » n'est rien d'autre que le « droit » pour le capital de soumettre tous les pays de la Terre aux régressions permanentes (faire

baisser le « coût du travail » pour « attirer les capitaux... »), de privatiser les services publics, de délocaliser la production en *déclassant en masse* la paysannerie et la classe ouvrière locale. La « *liberté du renard libre dans le poulailler libre* », comme disait Marx, permet à l'impérialisme occidental et à ses alliés féodaux (Arabie Saoudite, Qatar, etc.) de dévaster des pays entiers, « libérant » ainsi des millions d'hommes sur le marché mondial aux esclaves remis en place depuis la fin du camp socialiste. **Les émigrants ne partent pas par choix, ils ont à leur troussé la guerre, le fanatisme et la misère**, derrière lesquels on retrouve le capitalisme mondialisé et ses réseaux prédateurs...

Les gauchistes qui croient être internationalistes en soutenant le « droit de s'installer n'importe où » ou en criant – en anglais – « *no Borders !, plus de frontières* », jouent les idiots utiles du capital : les États impérialistes, France hollandienne en tête – qui ont cassé la Syrie, ne viennent pas en « aide » au peuple syrien quand ils se présentent en pays hospitaliers alors qu'ils ont attisé la guerre civile contre le gouvernement légal dans l'espoir de recoloniser cette parcelle de l'ex-Empire français.

En réalité, la « **liberté** » de **circulation du capital, de la main-d'œuvre et des marchandises n'est démocratique que du point de vue**

**des prédateurs capitalistes.** Dans un monde socialiste en marche vers le communisme, les échanges seraient régulés par

par le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**, dont le complément obligé est le **droit pour chacun de vivre, d'étudier, de travailler au pays**, et bien sûr d'émigrer *dans la mesure* où cette liberté individuelle est compatible avec le développement harmonieux des relations entre les pays (car le développement de chacun a pour limite le développement de tous) ,

par la **planification démocratique des flux économiques**, non seulement de biens, mais de main-d'œuvre,

par le **droit des peuples à reconstruire leur pays** avec la main d'œuvre qui a été formée sur place ; en outre les transnationales devront **financer la reconstruction des pays cassés**.

A ce prix les migrations internationales ne seront plus rythmées par les guerres impérialistes dans le Sud et par la casse sociale dans le « Nord ». Notre résistance interne à la casse sociale et à la xénophobie ambiante EN FRANCE devra donc s'articuler à la dénonciation des guerres impérialistes fomentées par l'impérialisme « français » qui détruit AUSSI notre propre pays.

## REGIONALES : ne laissons pas la lutte des places enterrer la lutte des classes !

Le pseudo-socialistes de Hollande et les faux républicains de Sarkozy, tous deux au service de l'UE et du MEDEF, détruisent la France et les acquis sociaux du CNR. Face à l'euro-casse de la nation, les tenants de « l'Europe sociale » nous mentent et nous désarment.

Pour autant, pas un ouvrier fidèle à sa classe, pas un patriote fidèle à l'idéal républicain ne doit donner sa voix au FN : ce parti du capital, ennemi du mouvement ouvrier et chéri de tous les fachos d'Europe, MENT : il *ne sortira pas* la France de l'UE et de l'euro, mais il apportera à notre pays le déshonneur et la guerre civile!

Aux élections, que chacun se détermine sur ces bases anticapitalistes, anti-UE et antifascistes et surtout, UNION ET ACTION contre le capital !

### Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PRCF

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
- Un an = 24 Euros (20€ chômeur / étudiant)
- 6 mois = 12 Euros (10€ chômeur / étudiant)

Nom:..... Prénom:.....

Courriel:..... Tel:...../...../...../...../.....

Adresse:.....

CP:..... Ville:.....

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex

### Contact:

www.prcf.fr  
prcf@orange.fr  
Tel/Fax: 09 71 55 75 12  
8 rue du Clos Lapaume;  
92 220; Bagneux